
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXXVI.

Du Vendredi 6 Novembre 1789.

LE comité de constitution a recueilli dans les procès-verbaux des 7, 8, 10 octobre & 5 novembre, neuf articles constitutionnels que M. Target a lu & qui ont dû être présentés hier au soir à l'acceptation du roi.

C'est toujours à des circonstances imprévues que nous devons les articles les plus intéressans. On se rappelle que le 15 du mois d'octobre dernier l'assemblée décréta, que les suppléans ne seroient nommés à l'avenir que par tous les citoyens réunis ou légalement représentés.

Un député du Clermontois & du Vermandois devant être remplacé, M. le garde-des-sceaux a interprété ce décret par une de ses lettres du 21 suivant, de telle manière qu'il disoit de convoquer les électeurs des communes, du clergé & de la noblesse. M. Desmeuniers, en rappelant le bel exemple qu'avoit donné la noblesse du Bourbonnois, qui a accepté un député des communes en remplacement d'un député noble, trouvoit d'abord la lettre du garde des sceaux conforme au décret du 15, mais réfléchissant ensuite sur le danger de rassembler les électeurs des trois ordres, a pensé qu'il falloit suivre provisoirement pour la session actuelle du règlement du 24 janvier.

M. Tuod demandoit une explication relative à la convocation par Baillages, M. Target pensoit que le décret

Tome IV,

E

du 15 n'étoit pas bien entendu par M. le garde-des-sceaux :

» Comme il n'existe plus d'ordre , disoit-il , vous voulez qu'il n'en reste plus de traces dans la nomination ; or la réunion des différens électeurs laisse exister en apparence les trois ordres réunis. Il faut que , s'il y a un suppléant à nommer , les citoyens réunis sans distinction , nomment des électeurs , autrement c'est procéder en ordres réunis.

Vous devez donc statuer qu'il n'y a plus en France aucune distinction d'ordres , & qu'au cas qu'il y ait des suppléans ou des députés à nommer , tous les citoyens éligibles , suivant le règlement du 24 Janvier dernier , nommeront individuellement leur représentans ».

« On laisseroit autrement , disoit M. de Volnei , une règle de proportion entre les différens ordres ; or on sait que les communes n'ont pas eu une représentation suffisante relativement aux ci-devant privilégiés ; l'inégalité seroit donc établie par un pareil décret ».

M. Richier a réclamé que le règlement provisoire du 24 janvier fût suivi provisoirement. M. Regnaut y trouvoit des difficultés , en ce que par ce règlement , les habitans des villes formoient des électeurs par *corporations* , pendant que le vœu de l'assemblée étoit que chaque citoyen fût électeur.

Suivant M. de la Chaîse , l'amendement de M. Desmeuniers devoit être adopté provisoirement. M. Lanjuinais a réclamé qu'on joignît au règlement du 24 janvier les réglemens subséquens ; M. de Villas a demandé que l'on dit que le décret n'auroit son exécution que dans le cas de mort , ou de démission d'un suppléant , ou d'un député.

MM. Pison du Galand , de la Borde de Merville & Guillotin , ont proposé différentes rédactions ; celles de M. Target & de M. Desmeuniers , fondues ensemble avec l'amendement de M. de Villas , ont paru convenir d'avantage à l'assemblée.

M. Salé de Choux & quelques autres membres insistoient beaucoup pour que l'on mit dans le décret , qu'il n'y a

d'éligible que *les citoyens actifs* ; mais M. de la Tuque a réfuté cette opinion, en disant, que le décret sur les qualités nécessaires pour être citoyen actif, étoient trop contraires aux véritables principes de la justice & de la représentation, en exigeant un marc d'argent, & en excluant les fils de famille, pour qu'il fût possible de le mettre à exécution. Cette proposition a été rejetée.

M. Mauriette s'est plaint du despotisme que les lieutenans-généraux des bailliages avoient exercé dans les élections au grand préjudice du malheureux peuple dont les électeurs avoient été consumés en frais lors des élections, & il a proposé pour amendement que les électeurs auront la liberté d'élire leurs présidens & leurs officiers.

On est allé aux voix sur cet amendement, & ensuite sur la motion principale : il en est résulté le décret suivant :

« Il n'y a plus en France aucune distinction d'ordres ; en conséquence, lorsque, dans les bailliages qui n'ont point nommé des suppléans, il s'agira d'en élire à cause de la mort ou de la démission des députés à l'assemblée nationale, tous les citoyens qui, aux termes du règlement du 24 janvier dernier & autres subséquens, ont le droit de voter aux assemblées élémentaires, seront assemblés, de quelque état & condition qu'ils soient, pour faire ensemble la nomination médiate ou immédiate de leurs représentans, soit en qualité de députés, soit en qualité de suppléans.

Les électeurs seront libres de choisir tous leurs officiers.

« Et sera le présent décret présenté sur-le-champ à l'acceptation du roi.

L'ordre du jour a ramené la discussion sur la division du royaume. M. Aubri du Bochet, aux travaux duquel l'assemblée doit une carte de département, a annoncé que ces divisions qu'il avoit portées à deux cent trois, étoient réduites aujourd'hui de cent vingt à cent vingt-cinq, de manière que les petites provinces ne seroient pas divisées. Il a fini par demander que la question fût ajournée, jusqu'à

ce que l'examen du plan de division eût été fait par les provinces , mais sa motion n'a pas été appuyée.

M. Puivalet a combattu la théorie ingénieuse du comité par des faits très-précis ; il a cherché à prouver que le plan de division n'étoit pas appuyé sur des bases solides & constitutionnelles , puisque la représentation ne lui paroïssoit pas assez générale & que les ressorts de cette machine politique lui paroïssent trop compliqués. Il soutenoit que MM. du comité ne connoissoient pas sans doute les provinces intérieures du royaume dans lesquelles on ne trouveroit pas 400 votans dans l'espace de 4 lieues , que le grand nombre des habitans des campagnes n'étant pas propriétaires , il y auroit peu d'électeurs dans cette classe. Il regardoit l'organisation des municipalités comme impossible & inadmissible d'après le plan du comité ; « elles seront , disoit-il , ou dépendantes des pouvoirs législatif & exécutif , ou bien elles seront indépendantes ; dans ce dernier cas , ce seront autant de républiques sans lien & sans surveillance qui seront dangereuses à la liberté ; on a plus consulté dans le plan la théorie que la pratique & l'aristocratie municipale , ainsi que l'ascendant des villes se manifestera d'avantage.

M. Puivalet a fini par dire qu'il trouvoit le plan du comité fort ingénieux , mais d'une utilité peu pratique pour l'organisation des corps politiques ; il a annoncé un nouveau plan , & l'assemblée a demandé l'impression de son ouvrage.

M. le duc de la Rochefoucault pensoit que les intermédiaires administratifs étoient indispensables ; il pensoit qu'on devoit rendre l'administration plus considérable , & diviser le royaume en quatre-vingt départemens. « Je crois , disoit-il , que la représentation doit être fort rapprochée de ceux qui y concourent , & qu'il faut établir un grand nombre d'électeurs ; j'adopte la motion de M. Barnave , & je propose d'y ajouter que le jour de l'élection des députés à l'assemblée nationale doit être fixé à deux ou trois jours après celui de la nomination des électeurs : cela peut servir à déjouer les intrigues & les manœuvres. »

M. Dieux ne croyoit pas nécessaire de fixer les départemens à 80 ; il croyoit que 60 divisions seroient préférables , & que les députés des provinces pourroient faire un travail utile sur cet objet.

M. Feidel n'envisageoit des difficultés que sous le rapport des dettes des provinces ; dans les travaux commencés & dans la difficulté de répartir les charges locales dans les fractions de territoire que présente le plan du comité.

« Je ne viens pas défendre , a dit M. de Sinetti , la constitution des pays d'états ; les vices de cette administration sont connus & les abus dénoncés , mais je réclame l'établissement prochain des municipalités comme la base & le fondement de la représentation & de l'administration. J'observe à ce sujet que le comité n'auroit pas dû priver les villes & les villages de ces chefs naturels qui président à la police locale ; il a fait ensuite valoir quelques considérations relatives à la ville de Marseille , dont l'administration ne pouvoit pas être subaltermée , puisque cette ville & sa banlieue avoient contracté des dettes & des charges nécessaires pour les intérêts du commerce ; il demandoit enfin qu'on déterminât l'organisation des villes & des villages du royaume , & de fixer le nombre des assemblées provinciales supérieures & inférieures. »

M. le duc de Levis trouvoit difficile d'apercevoir le rapport qu'il y a entre des lieues carrées & des députés. « On ne voit point , par exemple , disoit-il , pourquoi le lac de Genève , s'il étoit compris dans une des provinces de France , seroit privé de représentans qui lui appartiendroient à autant de titres qu'aux landes de Bordeaux ou de Bretagne. Vainement a-t-on voulu corriger les inconvéniens qui résultent de cette forme vicieuse , par les autres députations accordées à la population & à la contribution ; ces palliatifs ne servent qu'à montrer qu'en s'écartant des principes , on est obligé de multiplier les ressorts & de compliquer les mouvemens. Cependant à qui appartient le droit de se faire représenter , si ce n'est à des hommes , & non

aux champs & aux richesses ; autrement si les provinces ont le droit d'envoyer plus de députés en raison de leur contribution , il s'ensuivroit que les particuliers qui payent le plus , devroient avoir plus d'influence sur le choix des députés ; ce qui seroit injuste , & qui devient cependant la conséquence du système proposé par le comité : d'ailleurs , par votre déclaration tous les citoyens sont égaux en droits ; or , le plus beau de tous est d'avoir des représentans , & le comité semble dire qu'il faut avoir des richesses pour être représenté.

J'opine pour que la population soit la seule règle qui fixe le nombre des représentans envoyés à l'assemblée nationale par chaque canton & département.

M. Barrère de Vieuzac a développé cette opinion , en attaquant les différentes bases proposées par le comité pour la représentation. » La base territoriale est fautive , disoit-il ; un pays est couvert de moissons , un autre de bruyères ; ici les hommes sont entassés dans des villes ; à côté , les campagnes sont désertes ; des habitations nombreuses couvrent une province ; des forêts , des sables , des marais , couvrent la surface d'un autre ; ainsi , par les différences qui se trouvent dans les qualités du terrain , dans les degrés de fertilité & dans la nature de ses productions , la mesure territoriale est trop inégale , trop injuste pour être adoptée.

» La base contributive n'est pas plus exacte , puisque les impôts sont très-variables par la nature des richesses & de l'industrie ; c'est d'ailleurs une base honteuse , puisque ce ne sont pas les métaux , mais les hommes qu'il faut représenter ou administrer. La seule base digne du législateur est celle de la population , parce que les loix sont faites pour les hommes & non pour les terres. Les hommes font l'état ; ils forment les loix , ils remplissent l'administration , & quoique le terrain nourrisse les habitans , il doit se resserrer ou s'étendre sous le compas de l'administrateur , suivant son degré d'utilité.

« Ce n'est pas qu'on doive négliger la base territoriale ; puisque l'administration devient plus pénible & plus dispendieuse dans les grandes distances ; mais ce n'est-là qu'une base secondaire.

« Quant au degré de représentation , le plus petit nombre est préférable ; deux degrés sont plus rapprochés du peuple , il élira plus directement ses représentans , il surveillera mieux ses administrateurs ; deux degrés de représentation rendent les élections plus générales & plus populaires ; deux degrés d'administration la rendent plus salubre & plus économique ».

Les municipalités , ajoute M. Barrère , sont à la liberté politique , & que *les jurés* sont à la liberté civile la base essentielle à établir ; donner à chaque ville , bourg & village , une municipalité indépendante , c'est réunir le principe représentatif , & détruire à leur origine tous les liens de l'administration ; ne pas laisser à chaque bourg ou village un régime municipal honoré de ce nom , c'est rappeler des idées humiliantes de *subalternation* , au lieu de faire naître des rapports plus doux d'intérêt & de réunion. Je propose donc d'établir deux sortes de municipalités : les *secondaires* , les autres *principales*. Voici les articles que je sou mets à la délibération.

1°. Déterminer de quel nombre d'individus chaque département sera composé.

2°. Renvoyer aux députés de chaque province le soin d'appliquer cette base de population sur le territoire , pour pouvoir établir , par un décret postérieur , la division des assemblées provinciales ou de département , sauf à elles à perfectionner par la suite ces divisions.

3°. D'arrêter qu'il n'y aura que deux degrés de représentation & d'administration.

4°. Déterminer de quel nombre d'individus sera composé chaque arrondissement subordonné à l'assemblée de département.

5°. Etablir dans chaque ville , bourg & village , une

municipalité secondaire , & dans certaines villes & bourgs , des municipalités principales , auxquelles les secondaires ressortiront pour certains objets.

6°. Déterminer le nombre d'habitans nécessaires pour former une municipalité principale , de manière que chaque assemblée provinciale puisse adopter le principe au territoire.

Ici l'ordre du jour a été interrompu , & la discussion sera continuée lundi.

Si le rétablissement de l'activité de la police est un objet digne de l'attention du corps législatif , on ne peut qu'applaudir au décret qu'il vient de rendre , pour rendre à la police de Paris toute son énergie. M. l'évêque d'Autun a lu , au nom du comité de constitution , le décret provisoire , composé de douze articles ; mais avant qu'il ait été adopté par l'assemblée , M. de Mirabeau s'est élevé contre la disposition d'un article , qui donnoit à l'officier municipal le droit d'emprisonner un citoyen pendant huit jours , pendant que toutes les loix du royaume n'autorisent un pareil fait que pour vingt-quatre heures , comme simple précaution & non comme peine ; cette observation étoit d'autant plus nécessaire , que nos mauvaises loix criminelles invitent , pour ainsi dire , le magistrat à violer trop facilement la liberté du citoyen.

M. Desmeuniers convenoit que c'étoit donner trop d'autorité aux magistrats de police ; mais que dans les circonstances actuelles , & dans une ville comme Paris , la police avoit un plus grand besoin d'une force réprimante. « Le magistrat de police , disoit-il , est choisi par le peuple ; il n'abusera point de son autorité contre lui , mais il faut réduire le temps de la prison à trois jours. »

M. Fermond a demandé qu'on ne laissât pas au jugement d'un seul individu , la condamnation à 50 liv. d'amende , qui ne pourroit être prononcée qu'avec deux adjoints.

On est allé aux voix ; & l'amendement de M. Desmeuniers , pour trois jours de prison , a été adopté ; on a

déclaré n'y avoir lieu de délibérer sur celui proposé par M. Fermond, & le décret proposé a été adopté; il doit être présenté à la sanction dans ce jour.

Si quelque chose doit étonner au milieu des progrès de la liberté publique, c'est la conservation d'un tribunal imaginé par le despotisme, & aussi oppressif qu'onéreux pour le peuple. Cette espèce de dictature criminelle, connue sous le nom trivial de *justice bottée*, est dans ce moment un vrai fléau pour toutes les provinces & particulièrement pour la Provence; c'est ce que M. de Mirabeau a développé avec énergie au nom de la députation de cette province. « Ma réclamation est relative d'abord à la non-publicité de vos décrets, a-t-il dit, & d'un seul qui, par sa nature, pouvoit empêcher l'incendie qui menace la ville de Marseille. Nous vous exposerons bientôt les excès des municipalités, des corps judiciaires & de l'espèce de guerre civile à laquelle ils ont voulu réduire notre province.

Une police prévôtale s'exerce dans ce moment à Marseille sur cette classe malheureuse qu'un insolent préjugé dédaigne encore, & que les amis de la justice & de la liberté appellent des hommes : en vain M. d'André a voulu ramener les assesseurs aux principes de la justice criminelle que vous venez de décréter; votre loi provisoire sanctionnée le 7 octobre, enregistrée le 14 à Paris, connue publiquement à Marseille le 24, n'a pu arrêter les juges d'Aix, selon ce qui résulte des lettres du 27, écrites par M. d'André & M. de Caraman ».

« On craint ici, porte une lettre écrite à un Marseillois, que le ministre ne veuille nous priver du bénéfice de la loi, pour maintenir la justice prévôtale; la loi ne sera enregistrée qu'après les vacances; en attendant on fera tout le mal qu'on voudra. On a jugé la récusation des assesseurs *Miolis* & *Laget*; les accusés ont été démis de leur récusation, & condamnés à 30 livres d'amende chacun; on craint une insurrection générale. Vos décrets ne

circulent pas comme il seroit nécessaire pour la pacification publique ».

Après la lecture de cette lettre , M. de Mirabeau a proposé de faire demander à M. le garde-des-sceaux les preuves de l'envoi des décrets de l'assemblée , & qu'il soit sursis à l'exécution des jugemens prévôtaux ; aussitôt une foule de dénonciations sont venus justifier le décret rendu il y a deux jours , pour les cours souveraines. M. la Poulie a dit que le parlement de Besançon ne dissimuloit pas son refus d'enregistrer les décrets de l'assemblée , qu'il avoit reçu une lettre de Franche-Comté par laquelle on disoit que cette cour n'a pas même voulu enregistrer la nouvelle loi criminelle , « je m'en suis plaint à M. le garde-des-sceaux , a-t-il dit , & j'ai remis la lettre à M. Fréreau , président du comité ».

Un député du Charolais a dit que la province n'avoit reçu seulement par la voie de l'intendance , que les décrets des subsistances , du sel , des impositions & de la paix publique.

« Lorsqu'il vous a été représenté par plusieurs membres , a dit Monsieur le chevalier de Lameth , que vos décrets ne parvenoient pas dans les provinces ; qu'ils n'avoient été envoyés à quelques municipalités qu'avec des commentaires , nous avons cru devoir mander monsieur le garde-des-sceaux. J'avois pensé alors que l'assemblée auroit dû indiquer à ce ministre le jour auquel il seroit entendu , & nommer à l'instant un comité pour examiner les différens faits ; M. le garde-des-sceaux s'est présenté ; il a fait une réponse qui n'a pas été examinée ; je propose qu'il soit nommé quatre personnes pour s'affurer à l'avenir de l'envoi des décrets dans les provinces & pour examiner les différentes réponses & mémoires des ministres du roi , & en rendre compte à l'assemblée.

MM. de Montmorenci & de la Rochefoucault ont dit que c'étoit entreprendre sur le pouvoir exécutif , & l'on a passé à d'autres motions ; il étoit cependant un moyen

bien simple de connoître s'il y a eu du retard dans les envois, ou du refus dans les enregistremens.

M. Barnave a soutenu la motion de M. de Lameth & de M. de Mirabeau, & il a demandé que le sursis à tout jugement prévôtal fût étendu à tout le royaume. Une partie du Dauphiné, a-il-dit, est en proie à la juridiction prévôtale; de vastes campagnes se dépeuplent par la terreur, & les gens sages craignent que tant de cruautés n'amènent de nouvelles insurrections. La prudence & l'humanité doivent engager à mettre plus de douceur dans les procédures; & nous ajoutons qu'il conviendrait de supprimer une juridiction aussi effrayante, aussi arbitraire, comme plusieurs membres l'ont demandé.

M. Chapelier a proposé de décréter que toute cour qui n'inscrirait pas la loi sur ses registres dans les vingt-quatre heures après la réception, serait réputée coupable du crime de lèse-nation.

M. le baron de Menoult a demandé la suppression de ces dernières paroles, de *lèse-nation*, & M. de la Chaize observait, d'après Montesquieu, qu'il n'y a pas de plus grande preuve de despotisme que la trop grande multiplication de ces genres d'accusation.

M. Target a proposé de mettre, comme *prévaricateur dans leurs fonctions & coupable de forfaiture*.

Ce dernier amendement a été adopté.

Enfin, après diverses observations de MM. Guillotin, Virieux, Crancei, Pison, Long & Lanjuinais, l'assemblée a rendu les décrets suivans :

Premier décret.

L'assemblée nationale décrète qu'il sera demandé à M. le garde des sceaux de représenter les certificats ou accusés de réception des décrets de l'assemblée nationale, spécialement de celui concernant *la réformation de la procédure criminelle*, qu'il a dû recevoir des dépositaires du pouvoir judiciaire, à qui l'envoi en a été fait, & qu'il sera provisoirement sursis à l'exécution de tous jugemens en dernier

ressort, & arrêts rendus dans la forme ancienne par quelque tribunal ou cour de justice que ce soit, postérieurement à l'époque où ce décret a dû parvenir à chaque tribunal.

Deuxième décret.

Décrète que les dénunciations faites contre les tribunaux qui auroient refusé d'exécuter les décrets de l'assemblée, avec les pièces jointes seront remises au comité de recherches, pour en être rendu compte incessamment à l'assemblée nationale.

Troisième décret.

Toute cour, même en vacation, tribunaux, municipalités & corps administratifs, qui n'auront pas *inscrit* sur registres, dans les trois jours après la réception & publié dans la huitaine, les loix faites par les représentans de la nation, acceptées ou sanctionnées & envoyées par le roi, seront poursuivis comme prévaricateurs dans leurs fonctions, & coupables de forfaiture.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement a fini au cent-vingtième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous, franc de port, dans tout le royaume. Le cinquième abonnement commencera au cent-vingt-unième numéro, & finira au cent-cinquantième; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.